

Bilan

LA RÉFÉRENCE SUISSE DE L'ÉCONOMIE

Entretien exclusif avec
José Manuel Barroso P26

Pourquoi les socialistes
ratent leurs initiatives P22

Uber et Airbnb ne créent
pas d'emplois P20

La Suisse à un tournant majeur face à l'UE

L'EUROPE, DE GRÉ OU DE FORCE?

DU 24.06 AU 07.07.2015



N° 12 - FR. 8.80 - EUROS 8.00

«CE QUE L'EUROPE DOIT VAINCRE, C'EST LE PESSIMISME»

POUR JOSÉ MANUEL BARROSO, LES GOUVERNEMENTS ET LES CITOYENS DOIVENT FAIRE DE L'UE UNE FÉDÉRATION QUI DÉFENDE LEURS INTÉRÊTS NATIONAUX. PAR MYRET ZAKI

NOUS SOMMES RÉUNIS, un soir de mai à Genève, pour penser l'Europe. Avec deux éminences européennes, l'ancien président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, et celui qui a été son proche conseiller, le professeur Dusan Sidjanski. L'un d'origine portugaise, l'autre d'origine serbe: voilà les deux extrémités et sensibilités du continent réunies. Lors de cette rencontre, José Manuel Barroso nous livre ses conclusions après dix années, d'importance majeure, passées aux commandes de l'Union européenne (UE). Pour lui, l'Europe a surmonté la crise, cette crise qu'elle n'a pas provoquée. Lors de notre conversation, Dusan Sidjanski le défie en exprimant ses doutes quant au fonctionnement de l'UE. Rencontre exclusive.

Quel bilan tirez-vous de vos dix ans à la tête de l'UE, de 2004 à 2014?

José Manuel Barroso: Les dix années à la Commission européenne ont montré la vulnérabilité, mais aussi la résilience de l'Europe. Sa capacité à résister, à dépasser les crises, à commencer par la crise constitutionnelle. La France et la Hollande ont voté en 2005 contre le projet de Constitution. Par la suite, le Traité de Lisbonne, même s'il est en deçà des ambitions, a résolu la crise institutionnelle.

Puis il y a eu la crise financière...

JMB: Cette crise, il faut le rappeler, n'a pas été provoquée par l'Europe. Elle a com-

mencé aux Etats-Unis avec la crise des subprimes et la faillite de Lehman Brothers, puis s'est muée en crise des dettes souveraines, se propageant à l'Europe. Mais au départ, elle n'est pas liée à l'euro. Elle est le résultat de comportements inacceptables, à la fois du système financier et de gouvernements nationaux. La «crise de la zone euro» n'est pas le terme adéquat. Elle a touché la zone euro, mais pas la zone complète, et elle n'est pas spécifique à l'euro. Le pays qui s'est trouvé en défaut est l'Islande, qui n'est pas membre de l'UE; le Royaume-Uni, qui a dû mobiliser le plus de fonds publics pour sauver ses banques, est hors zone euro. Mais il est vrai que la zone euro n'était pas équipée pour faire face à la crise.

Y a-t-il eu trop de négativisme sur l'euro?

JMB: Tout le monde s'est trompé sur l'Europe. En 2012, nous avons réuni les chefs économistes des banques opérant en Europe. Ils prévoient que la Grèce quitterait la zone euro la même année. Tous, sauf un. Et 50% d'entre eux prévoient la fin de la zone euro. C'était le scénario central. Ils se sont trompés. Encore une fois l'Europe, certes avec difficulté, a résisté.

L'UE n'est-elle pas en voie de décomposition?

JMB: C'est un manque complet de sens historique que de dire que l'Europe est en déclin. Quand j'ai commencé à Bruxelles

en 2004, nous étions 15 membres. A présent, nous sommes 28, soit le double de membres. Quant à la zone euro, qui était censée disparaître, elle a 19 membres, soit plus qu'en 2004. Ce qui est en déclin, c'est la capacité des gouvernements à faire face à leurs nouveaux défis intérieurs.

Dusan Sidjanski: Mais aucun mécanisme n'avait été prévu en cas de crise de l'euro dans le traité de Lisbonne en vigueur depuis 2008! La seule réponse de l'UE a été de fixer dans le Traité de Maastricht à 3% la limite de dépassement budgétaire et à 60% le ratio de la dette publique. Cela en raison de l'orthodoxie allemande liée à son traumatisme de la grande inflation.

JMB: Ces règles ont été approuvées à l'unanimité par les membres. Ce ne sont pas des règles «allemandes».

DS: Un compromis a été fait, mais le rôle le plus important a été joué par la France et l'Allemagne. Cette dernière a dicté le mandat anti-inflation de la Banque centrale européenne (BCE). Ce que la BCE a fait pour lutter contre la crise, elle l'a fait en dehors des règles strictes du traité. Lorsque la crise a éclaté, l'UE n'ayant pas d'instruments, c'est le système intergouvernemental qui a pris le relais, notamment sous l'influence du Président du Conseil européen. Et bien que le Traité de Lisbonne ait élargi la méthode communautaire, la zone euro fonctionne à l'intergouvernemental.

Pourquoi a-t-on vu ce «putsch» des gouvernements?

JMB: Au plus fort de la crise, on a fait quelques pas dans le sens communautaire, mais on a vite vu qu'il fallait opter pour l'intergouvernemental. Pourquoi? Parce qu'il s'agissait d'une crise sans précédent, qui a mobilisé des sommes immenses, et que les gouvernements, à commencer par l'Allemagne, ont dit: «Je n'accepterai pas de devoir mobiliser des milliards sans l'autorisation de mon Parlement.»

Pour ma part, je suis pour la méthode communautaire, mais j'essaie d'être juste. Parfois, les choses se font pas à pas. Il a fallu une crise pour que l'on ait le projet d'union bancaire. Quand je l'ai proposé,



Rencontre exclusive de Bilan à Genève avec José Manuel Barroso, ex-président de la Commission européenne de 2004 à 2014 (au centre), qui a débattu de l'avenir de l'Europe face à son ancien conseiller, le politologue Dusan Sidjanski.

on m'a dit: «Ce n'est pas dans les traités.» Or si on veut une supervision et une régulation uniques, c'est justement pour pouvoir appliquer les traités. A présent, la BCE et la Commission ont plus de pouvoir qu'avant la crise. A certains égards, la BCE est plus forte que la Fed américaine.

DS: Mais le Parlement a perdu son influence directe pendant la crise. Un noyau dur prenait les décisions: le président du Conseil européen, la Commission, l'Eurogroupe, la BCE, la France et l'Allemagne.

JMB: Certes, mais au final, il fallait toujours l'unanimité de tous les Etats membres. Les décisions sont devenues une «Chefsache», une affaire de chefs. Les chefs d'Etat et leurs sherpas avaient plus d'influence que les ministres nationaux, et, durant la crise, j'ai dû jouer avec toutes les forces. Comme il y avait déjà assez de cacophonie, et que nous étions critiqués pour cela, j'ai choisi une posture discrète: j'ai exercé en coulisses une pression sur les pays riches pour plus de solidarité, et sur

les pays en crise pour plus d'efforts budgétaires. Il fallait la synthèse qui combine les règles et la solidarité. Au final, on a dépassé la crise systémique. Le risque a baissé et les obligations européennes ont des taux plus bas que celles des Etats-Unis.

DS: Je juge les politiques par leurs résultats. Sur le plan social, la Grèce et l'Espagne sont dans des situations catastrophiques, avec plus de 25% de chômeurs parmi lesquels plus de 50% des jeunes.

JMB: Et qui a provoqué ces catastrophes?

DS: Les pays; mais l'Europe n'a pas eu la capacité de réaction, de solidarité. La Grèce, c'est 2% de la zone euro, et on n'a pas pu l'aider, en dehors des plans d'austérité. Qui sont un échec, car ils ont déstabilisé profondément la société grecque.

JMB: En Espagne, le taux de croissance est en forte amélioration. Et si le chômage est élevé, la faute à qui?

DS: Au fur et à mesure, le coût social devient plus élevé, et les effets de l'austérité ont dépassé les prévisions. En Italie, au

Portugal, en Grèce, la misère s'est installée. Alors quand on demande au premier ministre grec de couper encore dans les retraites, Tsirpas répond que c'est impossible. Les nationalismes se sont développés, c'est cela qui m'inquiète le plus. Les médias allemands sont virulents à l'égard de la Grèce. Les médias grecs leur rendent la pareille, en évoquant Hitler. L'Europe était l'espoir. Elle ne donne plus d'espoir.

JMB: Le discours pessimiste des eurosceptiques converge avec le discours pessimiste des euro-enthousiastes déçus. Vous en êtes un, Dusan. Alors, dites-moi quand est-ce que l'Europe était mieux?

DS: Dans les années 1970, la Communauté européenne suscitait l'espoir des peuples ! Aujourd'hui?

JMB: Dans les années 1970, quand la moitié de l'Europe était sous totalitarisme soviétique?!

DS: Je parle de l'Europe occidentale, qui nourrissait l'idée d'une grande Europe.

JMB: Quand le Portugal, l'Espagne, la

«A présent, la BCE et la Commission ont plus de pouvoir qu'avant la crise.

A certains égards, la BCE est même plus forte que la Fed américaine» José Manuel Barroso



JOSÉ MANUEL BARROSO

A 59 ans, ce Portugais issu du Parti social-démocrate a été le 11^e président de la Commission européenne entre novembre 2004 et novembre 2014. Il avait été premier ministre dans son pays de 2002 à 2004. Aujourd'hui très sollicité, José Manuel Barroso donne de nombreuses conférences de par le monde. Professeur invité à l'Université de Princeton jusqu'en avril, il enseignera dès novembre à Genève à l'Institut des hautes études internationales et du développement (IUHEID).

Grèce étaient des dictatures? J'étais au Portugal: les gens ne mangeaient pas à leur faim dans les années 1970. Et la Grèce est plus démocratique aujourd'hui qu'en 1973! L'Europe n'était pas démocratique durant ces années. Très important aussi: l'Europe des six, des neuf, ne peut pas être comparée avec l'Europe des vingt-huit.

DS: La Communauté de l'époque était notre avenir. On a perdu cette dynamique pour entrer dans l'«eurosclérose», l'ère des marchandages financiers dont les résultats pèsent sur les citoyens qui créent des mouvements populistes voire europhobes (FN, UKIP...).

JMB: Concernant l'austérité, il ne faut pas mettre la responsabilité sur les politiques de résolution des crises, mais sur les politiques qui ont provoqué la crise. Même Chypre démontre aujourd'hui qu'une politique interne peut apporter des améliorations, que la Grèce n'a pas obtenues. Cela dit, il y a des limites à l'austérité. Reste que les gouvernements ont décidé à l'unanimité les politiques d'austérité. La souffrance sociale et les coûts sociaux de ces adaptations ne peuvent pas être niés. Ces pays ont payé un prix extrêmement élevé, oui, et cela pour les mauvaises politiques des gouvernements!

DS: Pourquoi n'a-t-on pas pu mettre en œuvre des mécanismes de contrôle et de solidarité? En Suisse, celle-ci est institutionnalisée, sous la forme de la péréquation financière entre les cantons.

JMB: Je suis pour plus de solidarité. En même temps, il y a différentes cultures économiques. A l'intérieur de la Belgique, entre la Catalogne et Madrid, on trouve des rapports très différents à la dépense entre les régions. Il faut cesser de mettre sur le dos de l'Europe ce qui n'est pas de la responsabilité de l'Europe. Même les euro-enthousiastes comme Dusan le font...

DS: Les responsabilités sont partagées!

Pourquoi le projet des euro-obligations n'a-t-il pas vu le jour?

JMB: Les pays riches rejettent l'idée de la mutualisation de la dette. Il faudrait plus de discipline. Une coalition de circonstance s'est créée entre les pays riches qui ne veulent pas donner d'argent, et les pays en crise qui veulent moins de conditionnalité, pour bloquer les eurobonds.

DS: Pour qu'une telle mutualisation ait lieu et que les eurobonds relancent les «grands travaux», la recherche, l'éducation, le climat-énergie, il faut aussi une identité commune. Se sentir appartenir à cet ensemble politique.

JMB: Les eurphobes perdent du terrain. L'UKIP anglaise n'a plus qu'un siège au Parlement européen. En France, le FN n'a pas un seul département. C'est le combat contre le pessimisme qu'il faut gagner.

DS: Mais une monnaie ne peut fonctionner sans partage d'un pouvoir souverain. C'est la leçon de l'histoire! L'euro est menacé par des risques géopolitiques et de faillites. L'échec de l'euro serait l'échec de toute l'UE. La zone euro, qui fonctionne sur le mode intergouvernemental, ne pourra survivre sans union politique sous

forme de fédération européenne.

JMB: Durant la crise, je parlais avec Obama et les milieux financiers américains, mais aussi avec la Chine et Poutine. La question qu'on me posait n'était pas quel est le déficit de la Grèce. Mais que va faire l'Allemagne, et s'il y aurait une union politique. L'enjeu est là. On est en train de faire des pas. Nous avons avancé en termes de réglementation financière. Nous avons des éléments d'union bancaire. Il nous manque une union budgétaire et politique. Le processus est graduel. Parfois, il faut de grands pas, comme le sera l'union bancaire.

DS: Au lieu des petits pas sectoriels suivant la stratégie de Jean Monnet, il est urgent de faire le grands pas qui est celui de l'union politique. Sarkozy et Merkel avaient dit que, s'il y a une union politique, on pourrait avoir les euro-obligations, donc la solidarité.

Les Etats-Unis font-ils obstacle aux progrès de l'UE, et à son autonomie?

JMB: L'Europe n'a pas les Etats-Unis comme obstacle. Elle peut accroître les dépenses de défense, renforcer l'identité européenne sans remettre en cause l'alliance transatlantique. C'est une question de volonté politique. Washington défend ses intérêts, c'est normal. Nous n'avons qu'à défendre les nôtres. Je n'aime pas le discours de l'impuissance. L'Europe a toutes les ressources pour faire plus en tant qu'union politique.

DS: La France devrait prendre l'initiative comme dans le passé: elle est la seule qui intervient militairement dans des régions où l'Europe a besoin d'intervenir contre le terrorisme qui la menace. La France doit s'imposer davantage dans l'UE à travers ses atouts spécifiques, qui sont d'être membre du Conseil de sécurité de l'ONU, de disposer de la dissuasion nucléaire et d'une capacité d'intervention militaire,

« L'intégration est précisément la réponse à la crise. Dans un monde très globalisé, l'Europe est le meilleur moyen d'affirmer nos valeurs et nos intérêts » José Manuel Barroso



DUSAN SIDJANSKI

Fondateur du département de Science politique de l'Université de Genève, Dusan Sidjanski, 89 ans, a été conseiller spécial de José Manuel Barroso. Auteur de «L'avenir fédéraliste de l'Europe» (1992), un ouvrage traduit en 10 langues et réédité en 2000, il est professeur honoraire à la Faculté des SES et à l'Institut d'études européennes, président d'honneur du Centre européen de la culture et membre du conseil de la Fondation Latsis. Il fut un proche collaborateur de Denis de Rougemont, penseur pionnier du fédéralisme européen.

pour rééquilibrer et redynamiser le couple franco-allemand. Et c'est là qu'on a besoin de l'Angleterre, car celle-ci, avec les mêmes capacités militaires, se met en retrait de l'action diplomatique de l'UE.

Qu'attendez-vous du référendum britannique sur l'UE en 2017?

DS: Il aura le mérite de clarifier la situation. Si les Britanniques décident de sortir de l'UE en 2016 ou 2017, ils auront le problème de l'indépendance de l'Ecosse. C'est un choix très sérieux. David Cameron fera tout pour que le référendum soit favorable à l'UE. S'il y parvient, il se débarrassera des pressions de l'UKIP et mettra ses députés eurosceptiques devant la décision démocratique du peuple. Alors Londres retrouvera sa place dans l'UE.

Comment stopper les velléités de sortie?

JMB: Il faut dépasser l'opposition entre gouvernements et UE. On ne peut pas avoir l'Europe sans mobiliser les peuples. Il nous faut l'appropriation du projet européen par le niveau national. Ce projet doit prendre la forme d'une fédération, à travers laquelle le poids des Etats fédérés se trouve renforcé dans le monde.

Mais l'UE est très largement perçue comme une hydre supranationale...

JMB: Les eurosceptiques répandent l'idée qu'il faut renoncer à son identité nationale pour être européen. Non! Les gouvernements sont le relais vers les peuples et, comme en Suisse, doivent y trouver leur intérêt national, celui de peser davantage, en se fédérant. Le fédéralisme est vu, à tort, comme une façon de se fondre dans une entité supranationale, de détruire les Etats-nations. Il faut au contraire renforcer les identités nationales. La Commission, elle, est la salle des machines de l'Europe. Au centre, on a une vision d'ensemble. Après dix ans, ma conclusion est que la Commission, le Parlement, la BCE, la Cour de justice n'arrivent pas à incarner l'Europe. Il nous faut une adhésion des gouvernements. Ils doivent cesser de présenter l'Europe à leur peuple comme une puissance étrangère et arrêter d'europei-

ser leurs échecs et nationaliser leurs succès. Ils ont toujours voté et pris les décisions à l'unanimité!

L'UE a arraché l'Ukraine à la Russie...

JMB: Non, cela ne s'est pas du tout passé ainsi. L'Ukraine voulait devenir membre de l'UE. A la Commission, nous leur avons dit: «Non, vous n'êtes pas préparés.» Et cela, alors que Poutine ne s'opposait pas à ce membership. Nous avons offert à Ianoukovitch un traité d'association. Ce dernier, qui était un proche de Poutine, a paraphé l'accord, mais il a été empêché de le signer sous la pression russe. Puis il y a eu la révolte de Maidan. La Russie ne veut pas accepter qu'un pays comme l'Ukraine choisisse son destin. Et nous voulons que l'Ukraine puisse choisir son destin.

DS: La Russie n'a pas été traitée de la bonne manière, et ce de longue date. Il y a eu la proposition d'une Confédération Russie-UE en 1994. Tout a été stoppé par un veto tchèque. Ce pays et les autres ex-républiques n'ont pas su dépasser leurs souffrances infligées par l'URSS. A l'inverse, la France et l'Allemagne, ennemis historiques, sont devenus le noyau de l'UE! Un autre rendez-vous manqué s'est encore produit en 2008-2009. La Commission propose un partenariat oriental, mais sans la Russie.

JMB: Nous l'avons proposé à la Russie. Les Russes ont poliment refusé ce partenariat.

DS: Pourquoi? Parce que la Russie n'est

pas l'égale de la Moldavie, et que le partenariat ne lui conférerait qu'un statut égal aux autres membres.

JMB: Pourquoi admettre que la Russie ait un droit de regard sur l'Ukraine ou un autre pays de la région?

DS: La Russie n'est pas l'égale des autres membres du partenariat oriental. Et les provocations continuent. A présent, Jean-Claude Juncker (*actuel président de la Commission européenne, ndlr*) propose une défense européenne commune, et la justification en est la «menace russe».

JMB: En Europe, on n'admet pas le nationalisme, car il n'y a pas de nationalisme européen. L'Europe est un havre contre cela. Poutine est un leader qui exprime un ressentiment, qui veut restaurer une sphère d'influence, mais au lieu de la restaurer par l'économie comme les Chinois, il le fait par la force.

DS: La Russie, dans son histoire, a été humiliée par la perte de son empire.

JMB: Cela explique, mais ne justifie pas. Je suis en faveur du dialogue avec la Russie, et je le maintiens à ce jour.

L'UE restera-t-elle en un seul morceau?

DS: La Grèce va rester dans l'UE. L'euro n'est pas réversible. Faute de quoi, ce précédent créerait une dynamique négative.

Le monde a-t-il besoin de l'Europe pour faire contrepoids aux autres blocs?

JMB: L'Europe existe, c'est une grande civilisation. Elle n'a pas besoin d'exister contre qui que ce soit, ne doit pas s'affirmer contre les autres, mais par elle-même, pratiquer le dialogue des cultures. Garder le social et l'éducatif pour les systèmes nationaux, et intégrer le reste. L'intégration est précisément la réponse à cette dernière crise. Et dans un monde très globalisé avec des puissances comme les Etats-Unis et la Chine, si l'on veut affirmer nos valeurs et nos intérêts, l'Europe est le meilleur moyen de le faire. Un Etat-nation n'est pas en mesure de peser face à la Chine. L'Europe doit assumer une identité ouverte. Pas de nationalisme européen, mais un patriotisme, à savoir un «amour des siens». ■